

25 mai

Feuilleton des Pétitions, n° 20

25 Mai 1832.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON, N° 20.

Vendredi 25 mai 1832 la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. CONST. RODENBACH, 1^{er} rapporteur.

N° 558. Par pétition non datée,

Un grand nombre d'habitans de diverses communes du canton de Châtelet, signalent plusieurs cumuls exercés par le sieur Hermant, négociant à Châtelet. — **Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.**

N° 559. Par pétition en date du 15 mars 1832,

Le sieur Massart, à Bercie, soumet quelques vues d'économie qui pourraient s'opérer dans les douanes et les accises. — **Conclus. — Renvoi à M. le ministre des finances.**

N° 560. Par pétition en date du 25 mars 1832,

22 fermiers, cultivateurs de lin, du canton de Jodoigne, réclament contre toute augmentation du droit de sortie sur les lins. — **Conclus. — Dépôt au bureau des renseignemens.**

N° 561. Par pétition en date du 20 mars 1832 ,

La dame veuve B. Martens, à Eerneghem, réclame le paiement de la somme de fl. 52-02 , pour frais d'entretien et d'enterrement du sieur P. Derupere. — Concl. — Ordre du jour.

N° 562. Par pétition en date du 25 mars 1852 ,

Plusieurs voituriers et aubergistes, intéressés au roulage, prient la chambre d'adopter le projet *Incolle* relatif aux barrières et aux ponts à bascules. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 563. Par pétition en date du 20 mars 1832 ,

Le sieur Dufossé, receveur de la douane à Tournay, réclame contre la mesure qui défend la perception des léges ou droits d'expédition. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 564. Par pétition en date du 26 mars 1832 ,

Le sieur D. Claus, à Elverzèle, réclame contre une décision du conseil cantonal qui le désigne pour le service du 1^{er} ban de la garde civique, malgré que son frère aîné y soit remplacé. — Concl. — Ordre du jour.

N° 565. Par pétition en date du 24 mars 1832 ,

La régence de Gand adresse à la chambre la copie de la requête qu'elle a adressée à Sa Majesté, sollicitant la conservation de l'université de cette ville. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 566. Par pétition en date du 27 mars 1832 ,

14 habitans notables de Braine-le-Comte, s'adres-

sent à la chambre pour obtenir la réparation de la grande route à travers cette ville. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 567. Par pétition en date du 27 mars 1832,

Le sieur L.-J. Denys, à Bruxelles, demande une place dans l'une des administrations, ou un secours pécuniaire, étant réduit à la plus profonde misère. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 568. Par pétition en date du 28 mars 1832,

Le sieur A. Cox, à Curange, demande une disposition qui autorise les conseils de milice et les commissions permanentes des conseils provinciaux d'admettre, pour les cas où il y a impossibilité de produire les certificats prescrits par la loi, telle autre épreuve qui pourra les convaincre de la vérité du fait. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 569. Par pétition en date du 28 mars 1832,

Les sieurs David et Deboe, d'Anvers, demandent l'abrogation de la 2^e partie de l'arrêté du 21 octobre 1830, concernant le transit des grains. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 570. Par pétition en date du 28 mars 1832,

Le sieur Tremery, à Ypres, ayant signalé précédemment une lacune dans la loi sur la garde civique en suite de laquelle il est obligé d'avoir deux remplaçans sous les armes, demande que la chambre s'occupe de sa réclamation. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 571. Par pétition du 29 mars 1832,

Le sieur P. Van den Buysche, docteur en médecine,

à Waereghem (Courtrai), réclame contre le monopole qui existe relativement à la vaccination, et demande que tous les médecins et chirurgiens soient libres de vacciner.—Conclus.—Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 572. Par pétition en date du 24 mars 1832,

L'administration communale de Bunde réclame la liquidation de prestations militaires, pendant les mois de décembre 1830, janvier et février 1831, faites par ordre du général Mellinet. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 573. Par pétition en date du 28 mars 1832,

Trois fabricans de papier, à Bruxelles, adressent des observations relatives à la pétition des négocians en chiffons des deux Flandres. — Conclus. — Renvoi à la commission d'industrie.

N° 574. Par pétition en date du 26 mars 1832,

Le sieur J.-P. Grégorius, ex-directeur des études au collège de Turnhout, demande de continuer à jouir de l'indemnité annuelle à lui accordée par le Régent. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 575. Par pétition en date du 24 mars 1832,

Le sieur Duisberg, aide-major à Namur, dont la précédente pétition a été renvoyée à M. le ministre de la guerre, adresse un nouveau certificat à l'appui de sa demande. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignemens.

M. H. DE BRAUCKERE, 2^e rapporteur.

N° 578. Par pétition en date du 27 mars 1832,

Le sieur M. Pread, à Omezée, signale un changement à faire à la décision ministérielle du 25 janvier dernier, relative aux bons de l'emprunt. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 579. Par pétition en date du 30 mars 1832,

Le sieur F.-J. Massange, à Stavelot, demande une disposition législative concernant la garde civique qui consacre le principe de la loi sur la milice nationale, portant que le service actif d'un frère, soit en personne, soit par remplaçant, exempte un autre frère. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 580. Par pétition en date du 30 mars 1832,

Le sieur Pierre Evrard, à Villers-le-Bouillet, demande que l'un de ses deux fils soit exempt du service du 1^{er} ban de la garde civique, comme nécessaire à sa subsistance. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 581. Par pétition en date du 20 mars 1832,

Un grand nombre d'habitans de la commune de St.-Paul, demandent que l'église de St.-Paul soit remise en la jouissance de ses biens. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 582. Par pétition en date du 25 mars 1832,

Le sieur Hecquet, cultivateur à Hallem, demande qu'il ne soit accordé aux instituteurs, qui n'étaient attachés qu'à des établissemens particuliers, aucune part dans la somme à distribuer aux professeurs démissionnés depuis la révolution. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 583. Par pétition en date du 23 mars 1832,

Deux fabricans de papiers, de Liége, réclament contre la pétition des négocians en drilles et chiffons des deux Flandres, qui demandent la libre exportation des chiffons. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.

N° 584. Par pétition en date du 27 mars 1832,

Le sieur Henrion, à Liége, demande qu'un impôt personnel remplace tous ceux sous le nom d'impôts mobiliers. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 585. Par pétition en date du 31 mars 1832.

Le sieur F. Rouvroy, à Mazy, demande que la barrière de Mazy soit replacée où elle a toujours existé, le nouveau tableau des barrières lui assignant une place qu'il prétend être irrégulière. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 586. Par pétition en date du 13 mars 1832,

L'administration communale et les habitans notables de Vonèche, réclament la construction d'une route de Beuraing à Bouillon. — Concl.—Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 587. Par pétition en date du 30 mars 1832,

Le conseil communal de Bavichove (Courtrai), demande que cette commune redevienne succursale et que son curé soit payé par l'État. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 588. Par pétition en date du 2 avril 1832,

Le sieur F. L. Guyot, receveur de la douane à Anvers, réclame contre la décision de l'administra-

tion des douanes qui défend la perception des léges ou droit d'expédition. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens et renvoi à M. le ministre des finances.

N° 589. Par pétition en date du 4 avril 1832,

Les officiers des divers bataillons de volontaires et tirailleurs francs , à Bruxelles , demandent que la Chambre prenne une décision à leur égard. — Concl. — Ordre du jour.

N° 590. Par pétition en date du 3 avril 1832.

Les teneurs de livres au bureau de la douane à Anvers, réclament contre la mesure prise par l'administration qui défend de percevoir les léges ou droit d'expédition. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 591. Par pétition en date du 13 mars 1832,

Le sieur Winand Klinkelberg, cultivateur à Würzelen (Prusse), demande à être autorisé à importer en Belgique, par le bureau de Gemenich, avec exemption de droits d'entrée, les bestiaux, meubles et autres objets nécessaires à l'établissement et à l'ameublement d'une ferme qu'il se propose d'exploiter en Belgique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 592. Par pétitions non datées,

Un nombre considérable de propriétaires, cultivateurs de lin, de 12 communes du Hainaut, demandent à la Chambre de ne faire subir aucune augmentation au droit de sortie sur les lins. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N^o 593. Par pétitions en date des 28 mars et 2 avril 1832,

La régence et un grand nombre d'habitans notables de la ville de Limbourg, réclament contre le nouveau projet de douane du gouvernement. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N^o 594. Par pétition en date du 29 mars 1832,

Le sieur F. De Brienen, fils, à Rothem, demande une modification à la loi du 5 octobre, en exceptant le bois de chauffage de la défense d'exportation vers les lieux occupés par l'ennemi. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N^o 595. Par pétition en date du 4 avril 1832,

Le président de l'administration communale de Celles, adresse des observations relatives à la pétition de quelques habitans de Molembaix, tendant à obtenir leur séparation de Celles. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
